

# Préférences, accès aux marchés et aux liquidités : Ce que nous disent les données sur la pertinence et la faisabilité des transferts monétaires au Nord-Kivu

Novembre 2025 | République démocratique du Congo

## Messages clés

- Les transferts monétaires étaient la modalité d'assistance préférée par les populations. Les transferts monétaires en espèces étaient notamment à favoriser selon les répondants, alors que le **mobile money** restait une option de second choix, excepté à Beni où cette modalité était préférée aux espèces. Cette option pourrait être une option à privilégier lorsque l'accès aux liquidités est limité, comme à Goma et Nyiragongo où les transferts en mobile money sont déjà utilisés comme alternative aux barrières d'accès aux liquidités.
- L'assistance en transferts monétaires a été une modalité de réponse de premier plan au Nord-Kivu en 2025. Toutefois, aucune assistance en transferts monétaires n'a été rapportée dans le territoire de Walikale, bien qu'ils y constituaient la modalité d'assistance préférée. Le rapportage systématique de la réponse par les acteurs est primordial pour avoir une image exhaustive de la localisation de ces activités.
- L'abordabilité des prix des produits était le premier facteur limitant l'accès aux biens sur les marchés. La capacité des populations à se procurer les articles sur les marchés était notamment limitée dans les territoires de Goma, Nyiragongo et Rutshuru. L'accès physique et sécuritaire variable selon le contexte, se cumulant à des problèmes au niveau des infrastructures, a mené à une mauvaise fonctionnalité des marchés évalués dans le Lubero, Oïcha et dans le Masisi.
- Les territoires de Nyiragongo, Goma et Rutshuru étaient particulièrement touchés par des contraintes physiques et financières d'accès aux liquidités. Ces barrières d'accès aux liquidités pourraient être relaxées par une aide en transferts monétaires appropriée, dont la modalité est à définir selon les contraintes opérationnelles des acteurs pour accéder et acheminer ces liquidités.

## Contexte et justification de l'évaluation

L'année 2025 a été marquée par [une crise de liquidités dans certaines provinces](#) de l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) ainsi que par une série de chocs économiques marqués par [un contexte sécuritaire volatil](#). Toutefois, dans un [contexte de réduction des financements](#), une incitation à privilégier les réponses en transferts monétaires (TM) a été observée dans le secteur humanitaire, les TM étant vus comme [une option moins coûteuse et permettant d'offrir une plus grande flexibilité et autonomie](#) aux populations vulnérables. Alors que la planification pour la réponse humanitaire de 2026 bat son plein, il était nécessaire d'analyser les données disponibles dans les 3 provinces d'intérêt pour la réponse (Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu) afin de documenter la faisabilité de l'assistance en TM, du point de vue des préférences mais aussi de l'accès à des marchés fonctionnels et aux liquidités.



Vendeurs de farines au marché Virunga de Goma

## Méthodologie

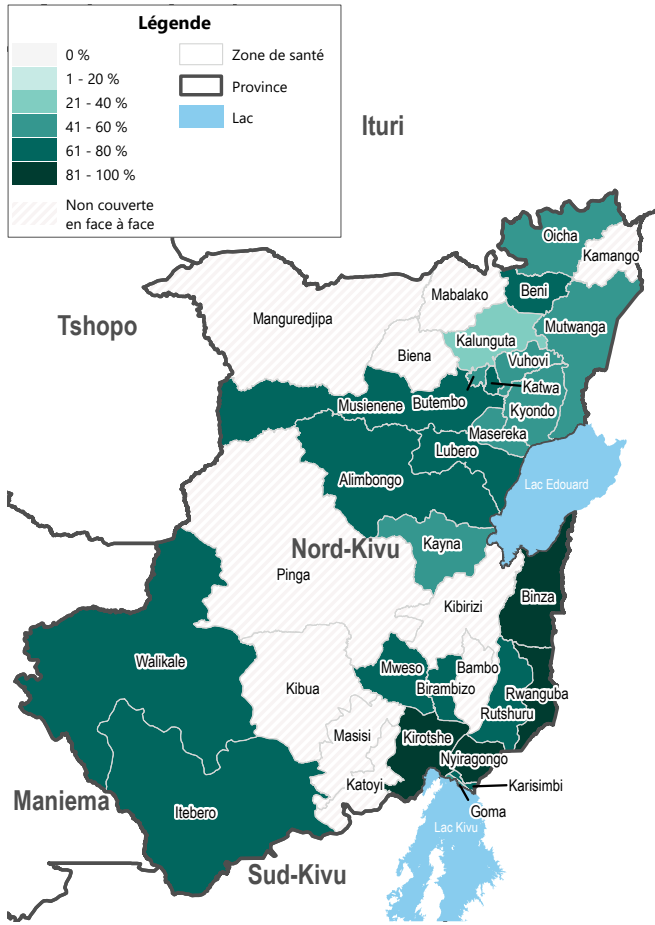
Les résultats présentés sont issus d'une revue de données secondaires réalisée par REACH conjointement avec le Cash Working Group (CWG) national. Ainsi, les [données de l'évaluation multisectorielle des besoins](#) (MSNA) réalisée entre juillet et août 2025 et de [l'Initiative Conjointe de Suivi des Marchés](#) (ICSM) entre février et octobre 2025 de REACH ont été utilisées et combinées avec les [données](#) des 4W du CWG compilées jusqu'en août 2025 ainsi que les données de post-distribution monitoring (PDM) des activités des transferts monétaires à usage multiple (TMUM) rapportées entre juillet et septembre 2025 par différentes organisations membres du CWG national.

## Limites

Les résultats présentés sont **indicatifs**. Certains aspects peuvent manquer à l'analyse notamment en l'absence de données sur les contraintes opérationnelles des acteurs réalisant des TM. En outre, cette analyse ne porte pas sur l'ensemble de la province, la MSNA n'ayant pas couvert certains zones de santé (ZS). De plus, les données reflètent la situation sur une partie de l'année 2025, mais le contexte étant volatil, la situation pourrait évoluer dans les prochains mois. L'analyse ne permet pas non plus de conclure sur la modalité de TM à privilégier. Ainsi, ces résultats ont pour vocation à donner des tendances aux acteurs mais **devront être complétées par des analyses granulaires au niveau des zones d'intervention**.

# Préférences des populations pour l'assistance en TM<sup>1</sup>

Carte 1 : Pourcentage de répondants interrogés lors de la MSNA déclarant que les transferts sous forme d'espèces physiques, en mobile money, virements bancaires et/ou de cartes prépayées faisaient partie de leurs modalités d'assistance préférées



Concernant le type de TM préférés (espèces, MM, cartes prépayées, virements bancaires), les espèces étaient la modalité de TM la plus citée (50%) comparativement au mobile money (16%), aux virements bancaires (5%) et aux cartes prépayées (5%). Les virements bancaires étaient essentiellement cités dans le territoire de Butembo (22%).

Le MM était notamment cité parmi les modalités préférées dans les territoires de Beni (38%), Walikale (32%) et Nyiragongo (29%). En particulier, la préférence pour le MM dépassait même celle pour les espèces physiques (20%) dans le territoire de Beni. Cette modalité était également une des modalités préférées par les répondants dans les territoires de Butembo (27%) et Goma (25%).

À l'inverse, peu de répondants ont mentionné avoir une préférence pour cette modalité dans les territoires de Masisi (9%) et Lubero (7%). En particulier, aucun répondant des ZS de Lubero et Masereka n'a rapporté préférer une assistance en MM.

## Points clés

**68%**

des répondants interrogés au Nord-Kivu lors des enquêtes de la MSNA ayant déclaré nécessiter de l'aide humanitaire ont rapporté **souhaiter une assistance en TM** (N<sup>2</sup>=3049).

Les TM étaient la modalité d'assistance préférée devant l'assistance en nature (60%), excepté dans les territoires d'Oicha et Lubero où cette modalité était la seconde modalité préférée.

Concernant le type de TM, les espèces physiques étaient globalement préférées. Le mobile money (MM) arrivait ensuite, surtout dans les territoires de Beni, Walikale et Nyiragongo, alors que d'autres modalités comme les virements bancaires et les cartes prépayées étaient moins attrayantes pour les répondants.

Top 3 des modalités d'assistance préférées par les répondants, par territoire : (Question à choix multiples)

		Beni (N=149)		Butembo (N=424)		Goma (N=311)	
1	Transfert monétaire	67%	Transfert monétaire	68%	Transfert monétaire	75%	
2	Nature	53%	Construction d'infrastructures	38%	Nature	43%	
3	Services	17%	Nature/Services	16%	Services	20%	
		Lubero (N=772)		Masisi (N=300)		Nyiragongo (N=107)	
1	Nature	64%	Transfert monétaire	83%	Transfert monétaire	85%	
2	Transfert monétaire	61%	Nature	77%	Nature	61%	
3	Services	21%	Construction d'infrastructures	6%	Construction d'infrastructures	25%	
		Oicha (N=450)		Rutshuru (N=449)		Walikale (N=87)	
1	Nature	72%	Transfert monétaire/Nature	87%	Transfert monétaire	67%	
2	Transfert monétaire	46%	Construction d'infrastructures	7%	Nature	56%	
3	Construction d'infrastructures	45%	Services	5%	Construction d'infrastructures	19%	

Top 3 des ZS où les TM ont été rapportés parmi les modalités préférées d'assistance :

- 1 Rwanguba (95%)
- 2 Binza et Kirotshe (91%)
- 3 Nyiragongo (85%)

Top 3 des ZS où les TM en MM ont été rapportés parmi les modalités préférées d'assistance :

- 1 Beni (38%)
- 2 Walikale (33%)
- 3 Itebero (30%)

<sup>1</sup> Les données des enquêtes de la MSNA réalisées en présentiel ont été utilisées pour cette partie, en excluant les données récoltées à distance par les informateurs clés (IC).

<sup>2</sup> Les effectifs ayant répondu à la question (N) correspondent aux effectifs pondérés. L'application de poids permet de s'assurer de la représentativité des résultats et corriger les biais de sous-représentation/sur-représentation des données collectées lors de l'agrégation aux niveaux territorial et provincial.

## Assistance en TM rapportée en 2025

### Points clés

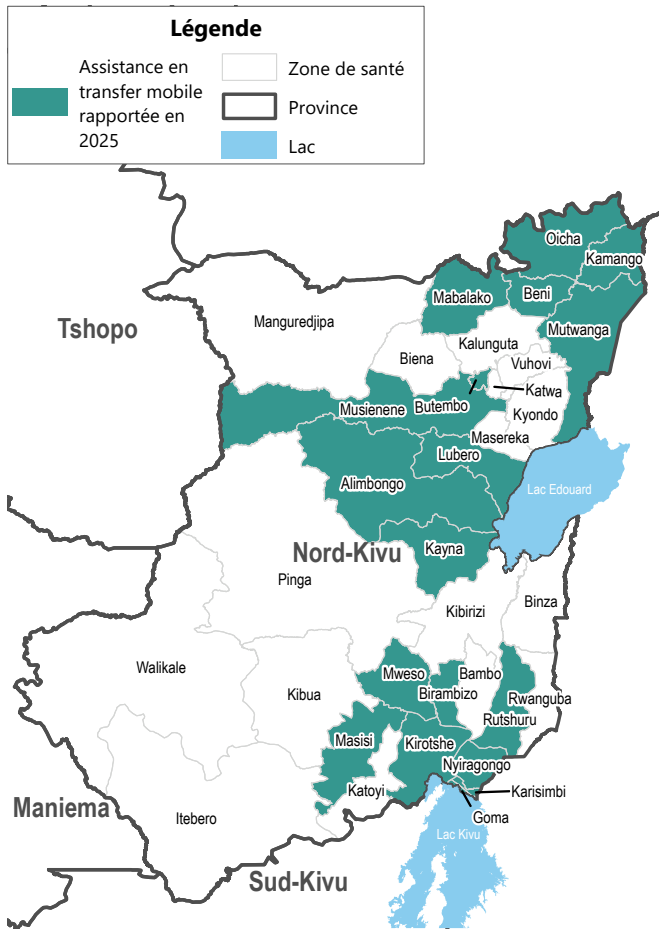
L'assistance en TM, telle que rapportée en 2025, concernait **plus de la moitié des ZS de la province** (18/34) et était répartie dans la quasi-totalité des territoires.

**Aucune assistance en TM** n'a été rapportée dans le **territoire de Walikale**, alors que les TM y étaient la modalité préférée selon la MSNA 2025. Selon les experts du CWG Nord-Kivu, l'**accès physique et l'absence de prestataires de services financiers (PSF)** expliqueraient la faiblesse de l'assistance en TM dans la zone.

De plus, le territoire de Rutshuru aurait été **relativement moins ciblé** pour les activités en TM, excepté les ZS de Birambizo et Rutshuru. Selon les experts du CWG Nord-Kivu, cette situation serait expliquée par le contexte sécuritaire dans la zone.

Toutefois, le rapportage dans le cadre du 4W n'est pas encore systématique de la part des acteurs réalisant des TM, ce qui pourrait mener à une localisation incomplète de ces activités.

Carte 2 : ZS où une assistance en TM a été rapportée dans le 4W du CWG<sup>1</sup> et les données PDM<sup>2</sup>



## Accès aux liquidités<sup>3</sup>

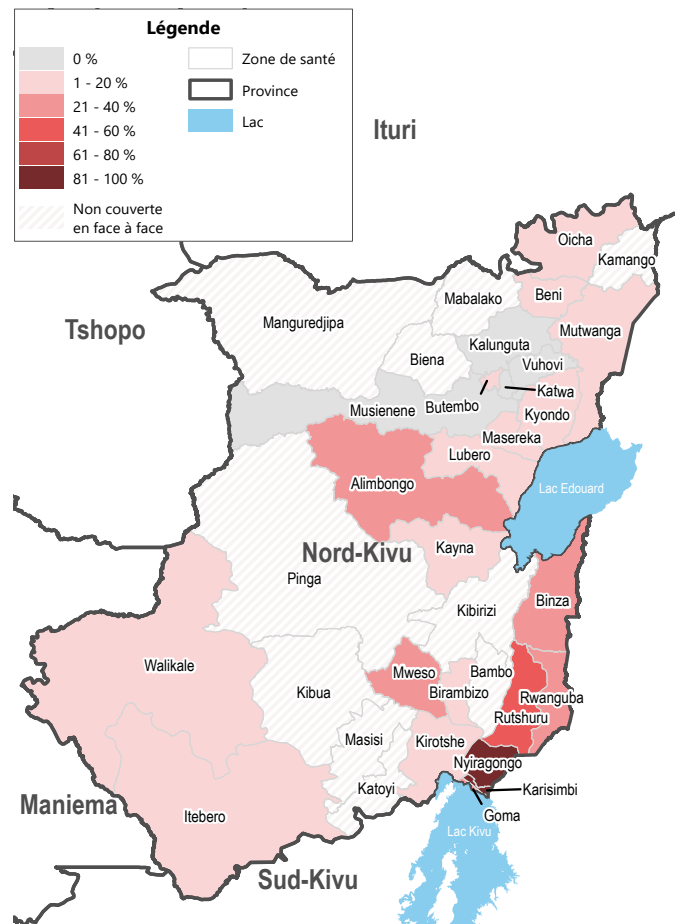
### Points clés

Le territoire de Nyiragongo, suivi du territoire de Goma, étaient particulièrement touchés par **des contraintes physiques et financières d'accès aux liquidités**. L'impossibilité d'obtenir suffisamment d'espèces aux distributeurs a pu notamment entraîner des difficultés à payer les salaires en nature, source principale de liquidités pour les ménages.

Le territoire de Rutshuru était également concerné par des restrictions d'accès aux liquidités, notamment du fait de la fermeture de certaines banques, ainsi que de la précarité économique des ménages du fait d'un manque de travail.

Les **transferts en MM** étaient l'alternative la plus utilisée dans les territoires de Nyiragongo et Goma. Dans le territoire de Rutshuru, **les retraits à l'étranger** étaient l'alternative favorisée, alors que dans les territoires de Masisi et Lubero **l'utilisation des économies** ou encore **les retraits de l'argent sur les comptes mobile money malgré des taux de retraits importants** étaient prépondérants.

Carte 3 : Pourcentage de ménages ayant rapporté avoir été confrontés à des barrières physiques pour accéder aux liquidités au cours des 30 jours précédant la collecte de données MSNA



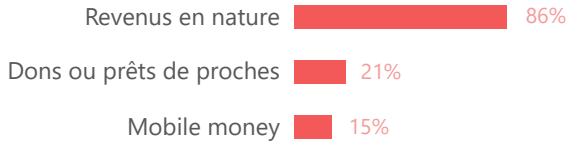
1 Les données des 4W présentées correspondent aux données des TMUM rapportées entre janvier et septembre 2025 et des TM sectoriels du cluster sécurité alimentaire rapportée entre janvier et juillet 2025. Ces TM sectoriels sont clés puisque le cluster sécurité alimentaire est à l'origine de la part la plus importante des TM sectoriels en RDC.  
 2 Les données des PDM ont été rapportées par diverses organisations ayant réalisé des TMUM entre juillet et septembre 2025.  
 3 Les données des enquêtes de la MSNA réalisées en présentiel ont été utilisées pour cette partie, en excluant les données récoltées à distance.

### Barrières physiques d'accès aux liquidités



#### 3 principales sources de liquidité des ménages interrogés au Nord-Kivu :

(N=3119, Question à choix multiples)



des répondants n'ont rapporté aucune barrière physique d'accès aux liquidités au cours des 30 jours précédant la collecte de données (N=3119).

Le territoire de Nyiragongo était le plus touché par des barrières physiques d'accès aux liquidités (100%), suivi des territoires de Goma (72%), avec notamment la ZS de Karisimbi (95%), et de Rutshuru (37%).

Dans le territoire de Rutshuru, la principale barrière mentionnée était la fermeture des banques (52%), alors que dans les territoires de Nyiragongo et Goma, la principale raison était que les employeurs ne pouvaient pas accéder aux liquidités (99% et 83% respectivement), alors que les revenus payés en nature étaient la principale source de liquidités.

#### 3 principales barrières physiques d'accès aux liquidités : (N=663, Question à choix multiples)

- 1 Les employeurs payant les salaires n'ont pas accès aux liquidités (52%)
- 2 Les heures d'ouverture des banques étaient réduites (27%)
- 3 Les banques ont fermé (25%)

#### Top 3 des territoires où des barrières physiques d'accès aux liquidités ont été citées, par type de barrière<sup>1,2</sup> : (Question à choix multiples)

	Les employeurs n'accèdent pas aux liquidités	Acteurs armés ayant bloqué les routes	Éloignement des banques	Fermeture des banques	Les heures des distributeurs sont limitées
1	Nyiragongo 99%	Rutshuru 35%	Rutshuru 34%	Rutshuru 52%	Nyiragongo 58%
2	Goma 83%	Nyiragongo 16%	Goma 2%	Goma 23%	Goma 43%
3	Rutshuru 6%	Goma 2%	Nyiragongo 0%	Nyiragongo 14%	Rutshuru 4%

### Barrières financières d'accès aux liquidités

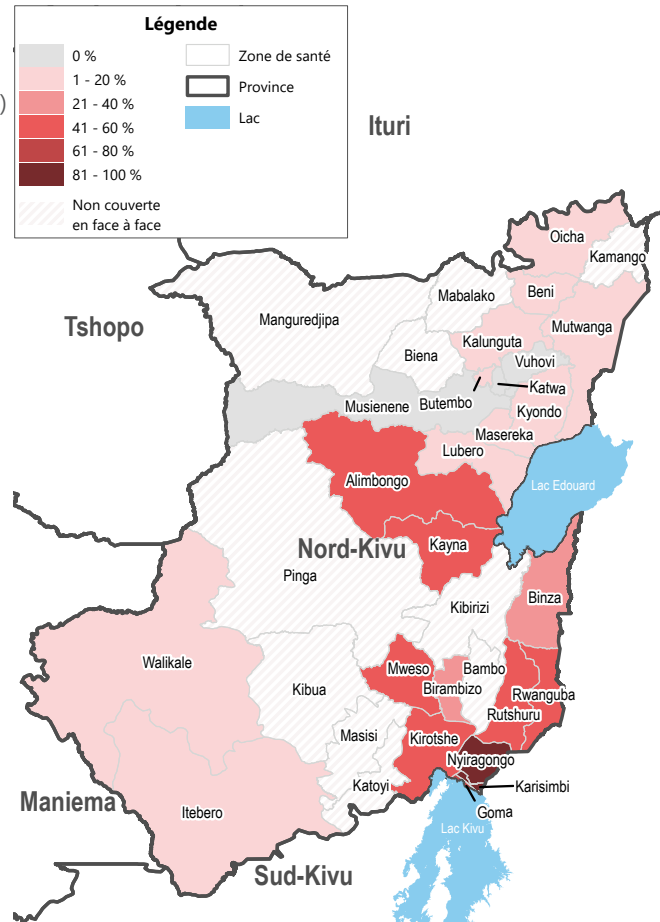


#### 3 principales barrières financières d'accès aux liquidités : (N=949, Question à choix multiples)

- 1 Manque d'argent en raison d'un manque de travail (52%)
- 2 Impossibilité d'obtenir suffisamment de devises ou d'argent liquide lors du retrait (41%)
- 3 Transport vers les centres de distribution trop coûteux (18%)

des répondants n'ont rapporté aucune barrière financière d'accès aux liquidités au cours des 30 jours précédant la collecte de données (N=3119).

Carte 4 : Pourcentage de ménages ayant rapporté avoir été confrontés à des barrières financières pour accéder aux liquidités au cours des 30 jours précédant la collecte de données MSNA



#### Top 3 des territoires où des barrières financières d'accès aux liquidités ont été citées, par type de barrière<sup>2,3</sup> :

(Question à choix multiples)

	Manque de travail	Transport trop coûteux	Manque de liquidités lors du retrait
1	Masisi 83%	Rutshuru 44%	Nyiragongo 93%
2	Lubero 75%	Lubero 19%	Goma 73%
3	Rutshuru 54%	Masisi 12%	Rutshuru 22%

Le territoire de Nyiragongo était celui où le plus de barrières financières d'accès aux liquidités ont été rapportées (100%), surtout du fait de l'impossibilité d'obtenir suffisamment d'espèces lors des retraits (93%).

Les territoires de Goma (87%) et Rutshuru (44%) étaient également concernés. Pour le territoire de Goma, la ZS de Karisimbi était particulièrement touchée (97%), avec d'importants manques de liquidités aux distributeurs (85%). Enfin, pour le territoire de Rutshuru, la ZS de Rutshuru (51%) était notamment affectée par un manque de travail expliquant le manque d'épargne (52%).

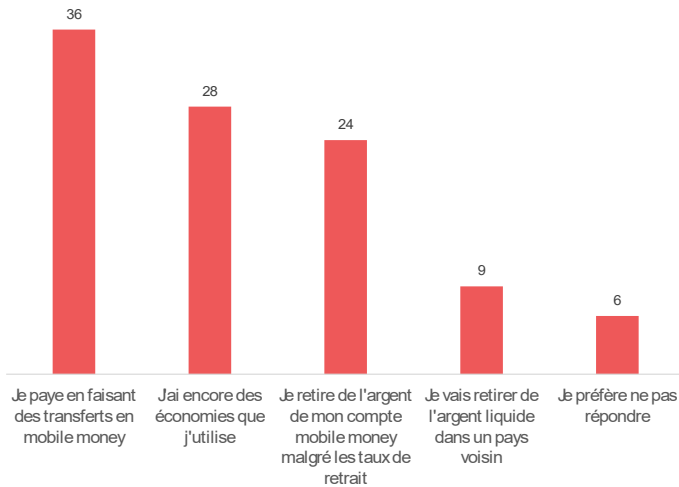
1 Cet indicateur est rapporté sur le nombre de répondants ayant déclaré avoir fait face à des barrières physiques d'accès aux liquidités (663/3119).

2 Les territoires où plus de 20% des répondants ont rapporté des barrières d'accès aux liquidités ont été conservés. Il s'agissait des territoires de Goma, Nyiragongo et Rutshuru pour les barrières physiques, et de Goma, Lubero, Masisi, Nyiragongo et Rutshuru pour les barrières financières.

3 Cet indicateur est rapporté sur le nombre de répondants ayant déclaré avoir fait face à des barrières financières d'accès aux liquidités (949/2018).

## Alternatives

Alternatives utilisées par les répondants pour contrecarrer les barrières physiques et financières d'accès aux liquidités : (en pourcentage de répondants, N=876<sup>1</sup>)



Les transferts sous forme de MM étaient prépondérants dans les territoires de Nyiragongo (79%) et de Goma (74%).

L'utilisation des économies sous forme d'espèces était l'alternative la plus utilisée dans le territoire de Masisi (70%) mais aussi la plus précaire.

Le retrait d'argent liquide dans un pays voisin était la première alternative citée par les répondants du territoire de Rutshuru (37%).

Enfin, dans le territoire de Lubero, les répondants ont eu tendance à mentionner qu'ils étaient contraints de retirer de l'argent de leur compte mobile money pour obtenir des liquidités, malgré des taux de retrait élevés (39%), notamment dans les ZS de Lubero et Kayna.

## Fonctionnalité et accès aux marchés

### Points clés

L'abordabilité des prix des produits était le premier défi auxquels les populations faisaient face, dans un contexte de difficultés financières importantes. Il s'agissait également d'un facteur limitant la fonctionnalité des marchés, qui pourrait encore s'aggraver avec la dépréciation du dollar par rapport au franc congolais dans le cas où les prix ne suivraient pas cette dépréciation.

Les territoires de Nyiragongo, Goma et Rutshuru étaient ceux où les répondants ont rapporté le plus de difficultés à se procurer les articles, du fait de prix trop élevés, de pénuries de produits et/ou de manque de moyens de paiement.

Selon les données de l'ICSM, la fonctionnalité était globalement mauvaise dans les ZS évaluées de Lubero, Oïcha et Masisi, alors qu'elle était globalement bonne dans les territoires de Goma et Beni. L'accessibilité variable et l'état des infrastructures étaient des éléments qui ont entraîné des fluctuations régulières de la fonctionnalité des marchés.

### Fonctionnalité des marchés<sup>2</sup>

ZS	Nombre de marchés suivis	Classification de la fonctionnalité des marchés selon l'ICSM									
		Février <sup>3</sup>	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	
Territoires de Beni/Oïcha											
Beni	2	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Oïcha	2 <sup>4</sup>	NA									
Territoire de Goma											
Goma	6 <sup>4</sup>	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Karisimbi	1	●	●	●	●	●	●	●	●	●	●
Territoire de Lubero											
Kayna	1	●	●	●	●	●	●	●	●	NA	NA
Lubero	1	NA	●	●	NA	●	●	●	●	●	●
Territoire de Masisi											
Kirotshe	3 <sup>4</sup>	NA	NA	NA	●	●	●	●	●	●	●
Masisi	2 <sup>4</sup>	NA	NA	NA	●	●	●	●	●	●	●

#### Classification de la fonctionnalité des marchés :

- Problèmes graves
- Mauvaise fonctionnalité
- Fonctionnalité limitée
- Fonctionnalité complète

La fonctionnalité était globalement bonne dans les ZS évaluées du territoire de Goma ainsi qu'à Beni. L'abordabilité des prix des produits<sup>5</sup> y restait toutefois problématique. La fonctionnalité a également varié en fonction de l'accès physique et sécuritaire aux marchés, lié à la volatilité du contexte.

La fonctionnalité était globalement mauvaise dans les ZS évaluées dans les territoires de Lubero, Oïcha et Masisi. Des problèmes au niveau de l'accès physique et sécuritaire aux marchés, en particulier dans le ZS de Lubero et de Masisi, ainsi qu'à l'abordabilité des prix des produits ont été constatés. Les infrastructures de stockage et les modalités acceptées étaient également problématiques et ont également pu entraîner des variations de fonctionnalité, notamment dans les ZS de Kirotshe et Kayna.

1 Les données sont présentées en pourcentage de répondants ayant rapporté des barrières physiques et/ou financières d'accès aux liquidités (876/3119).

2 Seules les zones de santé ayant été évaluées régulièrement au cours de l'année ont été considérées.

3 Le mois de janvier n'est pas présenté du fait d'un changement au niveau du questionnaire et de la méthodologie d'agrégation à partir de février.

4 Le nombre présenté est le nombre maximal de marchés suivis dans la zone. Le nombre de marchés a pu varier selon les mois considérés.

5 L'abordabilité des prix des produits est mesurée grâce à la comparaison du niveau des prix par rapport aux prix médians sur l'ensemble des marchés suivis en RDC sur le mois considéré, l'existence de difficultés financières pour les clients et la capacité des commerçants à prédire les prix qui seront pratiqués par leurs fournisseurs pour le mois suivant la collecte de données.

### Accessibilité à pied du marché



des répondants interrogés au Nord-Kivu lors de la MSNA ont déclaré devoir marcher plus d'une heure pour se rendre au marché opérationnel le plus proche (N=3119).

Top 3 des ZS où les répondants ont rapporté devoir marcher plus d'une heure pour se rendre au marché opérationnel le plus proche :

- 1 Alimbongo (69%)
- 2 Lubero (65%)
- 3 Rwanguba (50%)

45% des répondants interrogés dans le territoire du Lubero ont déclaré devoir marcher plus d'une heure pour se rendre au marché opérationnel le plus proche, suivi des territoires de Masisi (39%) et Rutshuru (32%).

### Difficultés des populations à se procurer les articles sur le marché



des répondants interrogés au Nord-Kivu lors de la MSNA ont déclaré avoir fait face à des difficultés pour se procurer des articles sur les marchés au cours des 30 jours précédant la collecte de données (N=3119).

Difficultés rencontrées par les répondants pour se procurer les articles sur les marchés au cours des 30 jours précédant la collecte de données : (N=3119)

- Certains articles sont trop chers 59%
- Peu ou pas de moyens de paiement 22%
- Certains articles ne sont pas disponibles 18%

Top 3 des territoires où des difficultés à se procurer les articles sur les marchés ont été citées, par difficulté : (Question à choix multiples)

	Difficultés à se procurer les articles	Prix trop élevés	Pénuries de produits	Peu ou pas de moyens de paiement
1	Nyiragongo 100%	Nyiragongo 100%	Rutshuru 47%	Nyiragongo 100%
2	Goma/Rutshuru 92%	Rutshuru 87%	Walikale 42%	Goma 66%
3	Walikale 76%	Goma 79%	Masisi 38%	Rutshuru 23%

Carte 4 : Pourcentage de ménages ayant rapporté avoir été confrontés à des prix trop élevés sur les marchés au cours des 30 jours précédant la collecte de données

Top 3 des ZS où les répondants ont rapporté avoir fait face à des pénuries de produits sur les marchés :

- 1 Itebero (64%)
- 2 Rutshuru (54%)
- 3 Binza (50%)

Top 3 des ZS où les répondants ont rapporté avoir manqué de moyens de paiement pour se procurer les articles sur le marché :

- 1 Nyiragongo (100%)
- 2 Karisimbi (85%)
- 3 Goma (41%)

Les répondants des territoires de Nyiragongo, Goma, notamment la ZS de Karsimbi (99%), et Rutshuru, en particulier les ZS de Binza (99%), Rwanguba (94%) et Rutshuru (93%), étaient les plus touchés par des difficultés d'accès aux articles sur le marché. Le territoire de Walikale était également concerné, notamment la ZS d'Itebero (85%), où les répondants faisaient face à des prix trop élevés (81%) et une disponibilité de certains produits limitée (64%). Enfin, la ZS d'Alimbongo était également affectée (83%), notamment par des prix trop élevés (57%) et un manque de moyens de paiement (29%).

